

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION



À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾

Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

Épreuve n° : 2

Matière : Comptabilité et analyse financière

Date : 18 | 09 | 2018

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 2

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20
17,50

Exercice 1

1) Procédure d'imputation rationnelle

Face à des variations de productions les charges fixes sont réparties sur une plus ou moins grande quantité de produits. Ainsi le coût de production unitaire peut varier

fortement d'une année à l'autre en fonction de la quantité de charges fixes qui lui est attribuée.

La procédure d'imputation rationnelle a pour objectif de rendre variables les charges fixes avec l'activité. Ainsi le coût de production unitaire peut être comparable avec les exercices précédents.

2) Production mensuelle normale

En établissant une moyenne mensuelle sur 11 mois de production :

$$\frac{(11 + 10 + 9 + 15 + 14 + 13 + 12 + 15 + 16 + 14 + 13) \times 1000}{11}$$

(27) 12,9 soit arrondi à 13 000 mensuel.

3) Tableau des coûts de production

	Janvier	Février	Mars
Production	16 000	13 000	11 000
CV (55,03 x prod.)	880 480	715 390	605 330
CF	1 056 000	1 056 000	1 056 000
Coût production total	1 936 480	1 771 390	1 661 330
Coût production unitaire	121	136	151

Coefficient imputation rationnel = $\frac{\text{activité réelle}}{\text{activité normale}}$

	Janvier	Février	Mars
Coefficient	1,23	1	0,85
CF _{IR} (CF x Coeff.)	1 298 880	1 056 000	894 600
CV (55,03 x prod.)	880 480	715 390	605 330
Coût total _{IR}	2 179 360	1 771 390	1 500 930
Coût unitaire _{IR}	136	136	136

4) Conclusion

En l'absence d'imputation rationnelle il semble que le coût de production unitaire connaisse une forte hausse sur N , avec un taux de variation de 24%.

Cependant le coefficient permet de mesurer les raisons de cette augmentation. En pratique la dégradation du coût de production est simplement liée aux variations dans les quantités produites. Ainsi en Janvier il y avait un boni de suractivité (baisse du coût de production unitaire) et de moins un mali de sous-activité.

L'entrepreneur peut être rassuré en l'absence de dégradation de son coût productif.

Exercice 3

Le bilan comptable est une image du patrimoine de l'entreprise à une date donnée. Il permet de mettre en évidence les différents éléments d'actif et de passif détenus par l'entreprise. Historiquement les éléments étaient classés par ordre d'exigibilité et par liquidité permettant d'évaluer la situation financière de la structure.

Sa présence est récurrente dans les comptes annuels et, à ce titre, intéresse l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise.

Le bilan fonctionnel est un redécoupage du bilan comptable par cycle. Sont ainsi rassemblés les grandes fonctions de l'activité : investissement, financement, exploitation, hors exploitation et trésorerie. À partir de ce bilan rétréci, une analyse financière poussée peut être réalisée en analysant les grands équilibres financiers notamment la couverture des emplois durable par les ressources durables.

Le bilan fonctionnel permet le calcul de nombreux indicateurs qui sont particulièrement aux financiers, notamment pour déterminer les risques financiers encourus s'ils investissent dans l'entreprise.

Le bilan financier est utilisé par les détenteurs de capitaux afin de déterminer la rentabilité de leurs investissements dans l'entreprise.

2) Autres outils indispensables à l'analyse financière

Une partie importante des structures qui font faillite le sont par manque de trésorerie et non par manque de résultats. En conséquence le tableau des flux de trésorerie semble nécessaire afin d'étudier d'éventuelles variations survenues au cours de l'exercice.

D'autre part dans un objectif de pérennisation de l'activité il apparaît également important de réaliser une étude prospective de l'activité. Ainsi, à minima, un plan de trésorerie pour les 3 prochains exercices permet d'évaluer d'éventuelles difficultés futures (remboursement d'emprunt).

Dans le même objectif un plan de financement est nécessaire pour déterminer comment les immobilisations à remplacer dans les prochaines années sont financées. Et les éventuels ajustements pour y faire face (réduction des versements de dividendes).

Exercice 2

Partie A

1) Opérations courantes

3/12/N			
615	Entretien	600	
44564	TVA déductible à l'encaissement	120	
401	Fournisseur		720
(TVA = $600 \times 0,2$)			
(Facture d'entretien dans mention de service sans mention de TVA sur les débits)			
10/12/N			
601	Achat de matières premières	1300	
44566	TVA déductible sur AB)	260	
401	Fournisseur		1560
(TVA $1300 \times 0,2$)			

(Facture achat de farine)

15/12/N			
2154	Matériel industriel	1100	
44562	TVA déductible sur immobilisations	300	
404	Fournisseur d'immobilisation		1800
	(TVA : $1100 \times 0,2$)		
	(Facture n° 563)		
15/12/N			
6061	Electricité	65	
44562	TVA déductible sur AB	101,2	
512	Banque		712,2
	(TVA consommation à 70% et abonnement à 6,5% soit $471 \times 0,2 + 200 \times 0,065$)		
	(Facture trimestrielle d'électricité)		
20/12/N			
616	Assurance	2400	
401	Fournisseur		2400
	(Facture annuelle d'assurance)		
20/12/N			
6122	Redevance de crédit bail	250	
512	Banque		250
	(véhicule tourisme, TVA non déductible)		
	(prélèvement mensuel de crédit-bail)		
28/12/N			
401	Fournisseur	2400	
512	Banque		2400
	(prélèvement de l'assurance)		

(pour les épreuves à option,
indiquer le sujet traité)

INTERCALAIRE N° 1

ETIQUETTE
D'IDENTIFICATION

2) Opérations d'inventaire

1. Pain Amortissement

Montant à amortir $1500 \times 1/6 \times 1/2 = 25$

Par le débit du 6811 et le crédit du 28154.

Écriture classique de répartition de la charge liée au coût d'acquisition sur la durée de vie du bien. Principe d'image fidèle.

4. Sac paille dépréciation

Montant à déprécier $50/1000 \times 1300 = 65$

Dans l'attente d'une reprise du fournisseur si la destruction du sac lui incombe une dépréciation du stock de paille semble nécessaire pour ajuster le stock.

Par le débit du 68143 et par le crédit du 391.

Il est également possible de passer directement la valeur du sac en perte exceptionnelle. Débit du 678 par crédit du compte de stock 391. Principe de prudence.

5. Électricité ; charge constante d'avance

Montant qui concerne N+1 $= 2/3 \times 200 = 133,33$

Par le débit du 486 et le crédit du compte de charge 6061. Ici application du principe de répartition les exercices. La charge concernant N+1 ne doit pas grever le résultat de N.

Ne concerne que la partie abonnement.

6. Assurance : charge constatée d'avance

Montant qui concerne N+2 = $2400 \times 11/12 = 2200$

Néanmoins, pour l'écriture précédente, on passe de la charge constatée en N+1 à N+2 et doit lui être rattachée. Débit du 486 par le crédit du compte de charge 616.

7. Crédit bail : charge constatée d'avance.

Montant qui concerne N+1 = $250 \times 20/30 = 166,67$

Comme pour les écritures précédentes, seuls 10 jours concernent N, les autres doivent être transférés sur N+1. Débit du 486 par le crédit du 6122.

PARTIE B.

1) Nécessité d'un ERB mensuel.

La trésorerie est un élément fondamental de la gestion de l'entreprise. L'absence de comptabilisation d'opérations peut conduire les dirigeants à avoir une vision erronée de l'état de leurs ressources financières.

En ce sens le contrôle de la trésorerie semble indispensable. De plus, l'activité économique est de plus en plus dématérialisée avec une utilisation accrue de prélèvements automatiques et des virements. Le fait de variations de trésorerie ne sont pas toujours précédés d'une facture. Dès lors, il devient très fréquent d'obtenir la comptabilisation des opérations. En conséquence, la réalisation de l'ERB est indispensable.

2) CB

Banque

Compte 512

Solde fin	2219,80	Solde fin	12015,87
décharge 4162376	- 315	frai	- 6,90
depot chèque	+ 4500	écart virement	+ 72
depot espèce	+ 1350	(1280,43 - 1208,43)	
		frai encaissement	- 12,80
		virement toute main	1556,63
		chirement report	- 800
		impayé	- 130

SC 12754,8

SD 12754,8

624	frai bancaire (5,75 x 0,2)	5,75
44166	TVA déductible sur CB (5,75 x 0,2)	1,15
512	Banque	6,90
	(frai banque compte)	

31/12/21

512	Banque (1280,43 - 1208,43)	72
515	Écartement des CB	72
	(correction erreur virement CB)	

31/12/21

624	frai sur encaissement de CB	12,80
512	Banque	12,80
	(frai encaissement CB)	

		31/12/N		
512	Banque		1556,63	
411	Client la tante à marie			1556,63
	(virement client d'après ces)			
		31/12/N		
164	Esprout impair étude de crédit		770,7	
661	Charges d'intérêt		23,30	
512	Banque			800
	(800 - 23,30 : capital)			
	(d'après ERB et tableau avant emprunt)			
		31/12/N		
411	Client la vva		130	
512	Banque			130
	(amortisation de l'emprunt)			

PARTIE C.

1) Écritures de la créance Gouvionno.

Montant de la créance au 31/12/N-1 = 4100 + 300
= 4400 TTC

dépréciation comptable = $(4400 / 1,2) \times 0,7 = 2520,83$
fin N-1

(pour les épreuves à option,
indiquer le sujet traité)

INTERCALAIRE N° 2

Sur N il convient de constater la caractéristique irrécouvrable de la créance, et de reprendre la dépréciation constatée fin N-1.

r/c/N

654	Perte sur créances irrécouvrables	3458,33	
4455	TVA à décaisser	691,67	
416	Client douteux		4150
	(Giro 1/1 = 3458,33)		
	(créance totalement irrécouvrable)		

i/c/N

49	Dépréciation des comptes clients	2420,83	
28174	Reprise sur dépréciation de créances		2420,83
	(Reprise de la dépréciation de N-1)		

2.) Calculs sur les stocks

Pour chacune des matières premières les quantités stockées diminuent entre N et N-1. Ainsi l'entreprise a véritablement engagé une phase de destockage au cours de l'exercice N.

La variation de stock pour les matières premières est calculée par l'opération :

$$\begin{array}{cc} \text{stock initial} & - & \text{stock final} \\ (\text{valeur}) & & (\text{valeur}) \end{array}$$

$$\text{Farine de blé} = 3600 - 2400 = 1200$$

$$\text{Sucre} = 4100 - 4200 = -100$$

$$\text{Chocolat} = 2630 - 1800 = 830$$

Dans le compte de résultat les signes sont :

farine de blé = signe positif, le compte 6031 est débiteur

sucre = signe négatif, le compte 6031 est créditeur

chocolat = signe positif, le compte 6031 est débiteur

Globalement la variation est positive, les stocks ont augmenté, le compte 6031 est débiteur

3) Dépréciation des stocks.

	stock (N)	% dépréciable	dep nécessaire
blé	2400	10%	240
sucre	4200	25%	1050
chocolat	1800	5%	90

4380

		31/12/N		
3911	Dépréciation	blé	400	
3912	Dépréciation	sucres	240	
3913	Dépréciation	chocolat	100	
18133	Reprise sur dépréciation de stock (annulation des dépréciations existantes)			700

		31/12/N		
68133	Dépréciation des stocks		1380	
3911	Dépréciation du blé			240
3912	Dépréciation du sucre			100
3913	Dépréciation du chocolat			20
	(constatation dépréciation fin N)			

www.devenez-fonctionnaire.fr